



Collectif Inter Hopitaux Communiqué de presse du 19/05/2022

Nier la réalité ne la fait pas disparaître

Le 17 mai 2022 le directeur de la DGOS a déclaré à Santexpo « *...sans action pour faire face aux tensions sur les RH il y aura des difficultés sur le maintien de l'offre de soins ...une piste vise à avancer le calendrier des diplômés pour avoir des ressources pas trop tardivement dans l'été...* »

Le Collectif Inter-Hôpitaux apporte des précisions indispensables à cette déclaration

1/ le futur de l'indicatif est inapproprié : il n'y AURA pas des tensions, il y en A, d'ores et déjà. Près d'une centaine de SAU ne boucle plus les plannings de garde. Dans la quasi intégralité des hôpitaux des lits d'hospitalisation sont fermés faute de personnel

2/ l'emploi du terme « *action sur les RH* » est inapproprié : les soignants n'attendent pas des « *actions sur les RH* » mais l'engagement du ministère à reconnaître la pénibilité des conditions de travail, à émettre des règles de ratios adaptées à la charge de travail. Il n'est plus tolérable d'avoir une infirmière pour 15 patients quand c'est 1 pour 4 à une pour 8 patients à l'étranger. Il n'est plus tolérable que la DGOS renvoie sur Bercy la responsabilité de l'absence de ratios comme Katia julienne a pu le faire devant la mission d'enquête du sénat le 17/02/22. Il n'est plus tolérable de basculer des infirmières de nuit quand elles sont de jour, de les balader de service en service, d'équipe en équipe. Il n'est plus tolérable de payer 1,07 euros brut de plus l'heure de nuit par rapport au jour

3/ la « piste » consistant à modifier le calendrier des diplômés permet de répondre dans un salon professionnel mais ne résout rien. Les conditions de travail dégradées sont la cause des difficultés de recrutement des nouveaux soignants. Ils ne choisiront pas, même à temps partiel, et quelle que soit la date du diplôme, un exercice dégradé de leur profession

Le Collectif Inter-Hopitaux a déjà adressé depuis deux ans ses « pistes » moins imaginatives mais plus pragmatiques, il faut :

- dégager du temps soignant en embauchant d'autres professionnels essentiels qui limiteront le glissement de tâches (secrétaires, brancardiers, coursiers, logisticiens...)
- Il faut reconnaître la pénibilité des horaires de nuit, de week-end et les revaloriser de façon conséquente
- Il faut annoncer que des ratios de sécurités vont se mettre en place pour réduire la charge de travail par soignant
- Il faut respecter les personnels et ne pas les considérer, au mieux comme des « ressources » au pire comme des dépenses

Il ne s'agit plus de « difficultés » mais d'une situation catastrophique qui concerne tous les territoires et l'ensemble de la population

Le CIH appelle la DGOS et le ou la ministre à aller dans les hôpitaux pour prendre la mesure de la catastrophe en cours